

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Consultation 25S0013 - Fourniture de dispositifs  
médicaux non stériles aux adhérents du GRAPDIM**

---

**GRAPDIM**  
**CH Chalon sur Saône - William Morey**  
4 RUE CAPITAINE DRILLIEN  
71100 CHALON SUR SAONE

## SOMMAIRE

0 - Préambule.....	3
Pouvoir adjudicateur.....	3
Adhérents du groupement de commandes.....	3
Répartition des responsabilités.....	3
1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	6
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	7
2 - Pièces contractuelles.....	7
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Protection des données à caractère personnel.....	7
5 - Durée et délais d'exécution.....	7
5.1 - Durée du contrat.....	7
5.2 - Reconduction.....	8
6 - Prix.....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
6.2 - Modalités de variation des prix.....	8
6.3 - Clause de sauvegarde.....	8
7 - Garanties Financières.....	9
8 - Avance.....	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des cotraitants.....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11 - Développement durable.....	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	11
12.1 - Vérifications.....	11
12.2 - Décision après vérification.....	11
13 - Garantie des prestations.....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	11
15 - Pénalités.....	11
15.1 - Pénalités de retard.....	11
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	11
16 - Assurances.....	12
17 - Résiliation du contrat.....	12
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	12
18 - Règlement des litiges et langues.....	12
19 - Dérogations.....	13

## 0 - Préambule

### Pouvoir adjudicateur

Par dérogation à l'article 2 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services, le terme « pouvoir adjudicateur » est employé pour qualifier le coordonnateur du groupement régional des articles de protection et des dispositifs médicaux non stériles.

Les coordonnées du coordonnateur du groupement de commandes :

Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey  
4 rue du capitaine Drillien  
CS 80120  
71321 CHALON SUR SAONE  
France

A ce titre, il agit pour le compte des établissements adhérents où s'exécutent les marchés.

Conformément à l'article L2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement signe et notifie le marché et l'adhérent du groupement de commandes s'assure de la bonne exécution pour ce qui le concerne.

Le référent du GRAPDIM au sein de l'établissement coordonnateur est le suivant : [anais.trivier@ch-chalon71.fr](mailto:anais.trivier@ch-chalon71.fr)

### Adhérents du groupement de commandes

Les membres du groupement de commande sont les membres identifiés en annexe I du présent CCAP selon la quantification estimée pour chaque lot dans le fichier de quantités estimatives des besoins.

Seuls les établissements ayant quantifié sur un lot peuvent bénéficier des tarifs prévus dans celui-ci.

Un établissement ayant indiqué une quantité pour une des fournitures d'un lot est réputé comme adhérent à l'ensemble des fournitures de ce même lot.

### Répartition des responsabilités

	Coordonnateur (CH Chalon sur Saône)	Adhérent du GRAPDIM
Passation, signature et notification des marchés et de leurs avenants / certificats administratifs	x	
Résiliation de l'accord-cadre	x	
Gestion des procédures de révisions des prix des marchés	x	
Reconduction / non reconduction des marchés	x	
Emission des bons de commande		x
Application des pénalités	x (autres pénalités)	x (pénalités d'exécution)
Délivrance du certificat de cession de créances	x	
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		x
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		x

## I - Dispositions générales du contrat

### I.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture de dispositifs médicaux non stériles aux établissements adhérents du GRAPDIM.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les adhérents du groupement de commandes.

### I.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 81 lots :

Lots	Désignation
01	Articles de contention forte
02	Articles de contention Pinel
03	Attache-poignets auto-agrippant simple (nouveau-né / nourrisson)
04	Attache-poignets auto-agrippant simple (adulte)
05	Attache poignets / chevilles à clip (adulte)
06	Moufle de sécurité
07	Gilet de maintien avec sangle périnéale pour fauteuil roulant
08	Ceinture ventrale de maintien avec sangle périnéale pour fauteuil roulant
09	Gilet de maintien avec sangle périnéale pour fauteuil de repos
10	Ceinture ventrale de maintien avec sangle périnéale pour fauteuil de repos
11	Ceinture abdominale
12	Ceinture thoracique
13	Drap de sécurité
14	Collier cervical en bande semi-rigide
15	Collier cervical d'urgence
16	Collier cervical (C1)
17	Collier cervical semi-rigide (C2)
18	Collier cervical (C3)
19	Collier cervical (C4)
20	Bande pour écharpe en rouleau avec agrafe
21	Bande pour écharpe en rouleau avec bande auto-agrippante
22	Bandage d'épaule
23	Echarpe de bras

Lots	Désignation
24	Echarpe de coude au corps
25	Abducteur d'épaule au corps en tissu
26	Anneau claviculaire en tissu
27	Attelle digitale aluminium / mousse
28	Attelle digitale grenouille
29	Attelle digitale baseball
30	Attelle digitale gouttière
31	Attelle digitale Stack
32	Attelle digitale de syndactylie
33	Orthèse de poignet
34	Attelle de poignet / avant-bras
35	Attelle de poignet / pouce
36	Attelle de pouce ambidextre
37	Attelle de genou (un volet) 0° de flexion
38	Attelle de genou (trois volets) 0° de flexion
39	Attelle de genou (20° de flexion)
40	Orthèse de cheville
41	Botte de marche
42	Coussin anti-glisse
43	Protection sous plâtre
44	Garrot plat hémostatique
45	Garrot automatique hémostatique
46	Broyeur et coupeur / broyeur de comprimés
47	Cale-dents à usage unique
48	Crachoir avec couvercle à usage unique
49	Verre ergonomique
50	Vessie à glace
51	Bâtonnet et brosse à dents pour soins de bouche avec aspiration
52	Bâtonnet pour soins de bouche en mousse non imprégné et de forme conique
53	Bâtonnet pour soins de bouche en mousse non imprégné et de forme étoilée
54	Bâtonnet pour soins de bouche en mousse non imprégné et de forme accordéon
55	Bâtonnet pour soins de bouche en mousse imprégné

Lots	Désignation
56	Gratte-langue à usage unique
57	Bracelet d'identification à clip pour adulte (étiquette patient de 5 x 4 cm)
58	Bracelet d'identification à clip pour adulte (étiquette patient de 5,5 x 3,2 cm)
59	Bracelet d'identification à clip pour adulte (étiquette patient de 6,5 x 3,2 cm)
60	Bracelet d'identification à clip nouveau-né
61	Bracelet d'identification à clip enfant (étiquette patient de 6 x 2 cm)
62	Lunettes de protection réutilisables
63	Gants vinyle - qualité standard - (manchette 240 mm) non poudrés
64	Gants vinyle - qualité supérieure - (manchette 240 mm) non poudrés
65	Gants vinyle (manchette 290 mm) non poudrés
66	Gants latex (manchette 240 mm) non poudrés
67	Gants nitrile (manchette 400 mm) non poudrés
68	Urinaux
69	Bocal à urine
70	Bassin de lit
71	Haricots à usage unique
72	Haricots à usage multiple
73	Plateaux à usage unique
74	Abaisses langue à usage unique
75	Poches de gel chaud / froid sans housse de protection
76	Poches de gel chaud / froid avec housse de protection
77	Pochettes de chaud et de froid instantanées
78	Gel d'échographie
79	Gel d'échographie sans perturbateur endocrinien
80	Huile de silicone en spray
81	Boite à dentier à usage unique

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### I.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-I 1°, R. 2162-I à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par les adhérents du groupement de commandes au fur et à mesure de leurs besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais de livraison (date de début et de fin)
- les lieux de livraison des prestations
- le montant du bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'adhérent du groupement de commandes peuvent être honorés par les titulaires.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les clauses relatives à la protection des données à caractère personnel sont indiquées dans l'annexe 2 du présent CCAP.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026. Dans l'éventualité où l'accord-cadre serait notifié après le 1<sup>er</sup> janvier 2026, celui-ci ne pourra débuter qu'à compter de sa date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par les adhérents du GRAPDIM dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## **5.2 - Reconduction**

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3, d'une durée de 12 mois chacune, soit jusqu'au 31 décembre 2029 au plus tard.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

# **6 - Prix**

## **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix des fournitures faisant l'objet du marché sont des prix révisables à la hausse comme à la baisse.

L'ajustement des prix intervient au 1er janvier de chaque année d'exécution du marché. Le premier ajustement des prix ne peut intervenir avant le 1er janvier 2027. Le titulaire doit adresser, par courrier avec accusé de réception, au pouvoir adjudicateur sa demande d'ajustement des prix. Toute demande d'ajustement des prix reçue après le 1er décembre est forclosée.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur un nouveau bordereau des prix unitaires indiquant les nouveaux prix.

Ceux-ci sont alors fermes jusqu'au 1er janvier suivant. Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes passées à compter du 1er janvier.

Le titulaire peut également opter pour la transmission par voie dématérialisée de sa demande de révision de prix. Dans ce cas, il doit obligatoirement utiliser un site de recommandés électroniques certifié de type « Letreco ». Les délais de transmission et durées d'application des nouveaux tarifs restent identiques à ceux de la transmission par courrier.

Les révisions de prix doivent être envoyées à l'adresse suivante :

CH Chalon sur Saône - William Morey

A l'attention de Mme TRIVIER

Cellule marchés

4, rue Capitaine Drillien - CS 80120

71321 CHALON SUR SAONE Cedex

Ou en cas d'envoi en recommandé électronique : [cellule.marches@ch-chalon71.fr](mailto:cellule.marches@ch-chalon71.fr)

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

## **6.3 - Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,00 % par période d'ajustement.



## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L.2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

Les éléments nécessaires au dépôt des factures électroniques seront communiqués par les adhérents du GRAPDIM.

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de :

- 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement pour les établissements publics de santé
- 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement pour les établissements sociaux et médico-sociaux

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### Stockage, emballage et transport

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être appropriée aux fournitures livrées ainsi qu'aux modalités de transport. La qualité de ces emballages est de la responsabilité du titulaire. Les emballages restent la propriété du titulaire.

Tout emballage endommagé sera refusé. Dans ce cas, le titulaire doit, à ses frais, livrer dans les plus brefs délais la quantité de fourniture non admise.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage, de transport et de déchargement des fournitures s'effectue sous la responsabilité du titulaire.

Les fournitures doivent être livrées en franco de port, quel que soit le montant de la commande. Les établissements s'engagent cependant à respecter pour leurs commandes les conditionnements des candidats indiqués dans le bordereau des prix unitaires, lorsque ceux-ci ne sont pas indiqués comme étant divisibles (exemple : 1 boîte de gants et non 30 gants, ...).

En cas d'impossibilité de livrer tout ou partie des fournitures à la date prévue, le titulaire doit aviser préalablement l'adhérent du groupement de commandes et lui communiquer une ou plusieurs dates de livraison.

En cas de rejet de tout ou partie des fournitures pour non-conformité à la commande ou non-respect des stipulations prévues au marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des fournitures sont à la charge du titulaire.

#### Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

## **11 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **13 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur TTC des fournitures sur laquelle est calculée la pénalité

R = le nombre de jours calendaires de retard

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel de livraison des fournitures est expiré, sous réserve des stipulations prévues aux articles 11.5 et 11.6 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **15.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

- L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 3.7.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Fournitures courantes et services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.3 du CCAG - Fournitures courantes et services